

Entretien avec Ali Belhaj
Président du Conseil de l'Oriental

Un million de MRE à capter pour doper les investissements

Propos recueillis par
Dounia Essabban

ALM : Vous venez de tenir il y a quelques semaines la session du Conseil de la région de l'Oriental à Nador. Quels sont les points qui ont été débattus ?

Ali Belhaj : La session du mois de janvier était intéressante par l'importance de son ordre du jour qui s'inscrit dans l'exécution du plan stratégique de la région. En fait depuis trois ans, le Conseil a lancé une réflexion avec les habitants et les élus pour identifier les priorités. Il s'agissait aussi de savoir ce qui a été réellement fait. Cette étape a ainsi permis d'identifier les atouts et les faiblesses et déterminer les chantiers possibles et ceux qui étaient prioritaires. Nous sommes, aujourd'hui, dans la phase de mise en œuvre et d'implémentation des actions.

Quels sont les secteurs que vous avez considérés comme prioritaires dans le développement de la région de l'Oriental ?

Je livrerais plutôt les chantiers prioritaires pour lesquels des actions ont déjà porté leur fruit. Le premier projet-phare porte sur un partenariat entre le ministère de la santé et la région. En clair, pendant deux ans, nous avons conjointement identifié les priorités de la région pour ce secteur. Les budgets et les besoins ont été ainsi clarifiés. Des infrastructures hospitalières sont prévues. Les travaux ont déjà été lancés pour ne citer que l'hôpital de Zayo. D'autres terrains ont été identifiés dans le sens du développement de sites dédiés à la santé publique. Dans le cahier des charges est prévue l'amélioration des urgences. Il s'agit d'un vaste chantier qui a été lancé sur 5 ou 6 ans et qui porte sur une valeur budgétaire de l'ordre de 260 MDH.

Un second point et non des moindres concerne le renforcement de l'infrastructure du monde rural. Ce qu'il faut savoir c'est que seuls 35% de la population vivent dans le monde rural. Il faut donc préserver ces habitants et leur offrir un cadre adéquat. L'électrification et l'accès à l'eau représentant les deux priorités pour y parvenir. Une convention va d'ailleurs être signée dans ce sens avec l'ONEE, ce qui va permettre à certaines populations exclues du programme PERG de bénéficier de ces services publics. Autre point débattu et non des moindres est celui du développement

humain. Nous avons considéré que c'était un chantier prioritaire mais il fallait l'optimiser et le rationaliser. Car si des sommes importantes sont affectées chaque année au développement humain nous ne sommes pas sûrs que les actions aient un impact direct sur les populations. C'est dans cette optique qu'un partenariat entre l'INDH et le Conseil sera signé de telle sorte à identifier les populations à risque. Nous sommes allés dans le détail et nous sommes toujours en concertation avec les populations par le biais de consultants experts dans le domaine.

«L'énergie renouvelable et l'efficacité énergétique du bâtiment» représentent un autre projet qui a été retenu parmi les priorités du Conseil. Avec d'autres régions notamment celle de la Californie, nous avons créé le R20. Nous sommes devenus un réseau mondial et le siège de l'association est basé à Genève. En tant qu'acteur de cette association, nous comptons privilégier l'échange et le transfert de savoir-faire pour développer ce pôle. Pour l'heure, nous avons commencé la mise à niveau de certains bâtiments publics pour limiter la consommation d'énergie. Nous avons également entrepris des actions au sein de petites fermes solaires. Nous œuvrons aussi avec les municipalités pour rationaliser l'éclairage public.

Vous êtes président du Conseil de la région de l'Oriental depuis 2010, quelle est la démarche adoptée depuis votre élection pour entreprendre les actions s'agissant de vastes chantiers où plusieurs acteurs sont à prendre en ligne de compte ?

Nous avons essayé dès le départ d'identifier le rôle de la région. Deux grands axes à défricher en ont découlé. Nous devons nous positionner dans le développement économique et l'amélioration du cadre de vie du citoyen. Sur le premier volet, la politique de l'Etat est très ambitieuse. Nous avons donc décidé de nous concentrer sur le second point.

Quels sont les principaux atouts de la région ?

La région recèle de trois atouts naturels. Un quatrième est venu s'y greffer par volonté publique, je dirais. L'agriculture est le premier atout. Il s'agira de le valoriser. Nous sommes



Je pense que l'Etat doit se recentrer sur ses activités et rationaliser les dépenses publiques.

par ailleurs, fortement impliqués dans la création du premier marché de gros moderne à Berkane sis dans le premier agropole du pays. Le second atout est celui du tourisme représenté essentiellement par deux stations balnéaires, celles de Saidia et de Marchika.

Le troisième point fort est lié aux ressources humaines. La région possède un million de MRE qui représente un gisement inexploité. Il s'agira de les drainer pour développer l'investissement dans la région et créer des réseaux avec ceux qui sont implantés en dehors des frontières. Le quatrième est celui de l'énergie solaire. Il se matérialise aujourd'hui par la technopole d'Oujda et de la Centrale gaz solaire de Bni Mathar. Le chantier est vaste mais nous sommes décidés à l'accompagner. En conclusion, la région est appelée à se développer. Elle était isolée. Aujourd'hui, avec l'autoroute, la Rocade méditerranéenne et l'aéroport d'Oujda, un grand pas a été mis en avant en rap-

prochant la région du reste du Royaume.

Quel est le poids réel du Conseil de la région pour la mise en œuvre de l'action proprement dite ?

Aujourd'hui le poids du Conseil de la région est celui que nous voulons lui donner. Depuis, le discours royal du 18 mars 2003 a transformé la région et nous devons accompagner le processus.

Justement ce vaste chantier rentre dans le processus de régionalisation...

Pour l'avenir de la régionalisation avancée, tant que nous ne disposons pas des ressources humaines adéquates pour entreprendre ce vaste chantier, cela restera au stade de projet.

Un mot peut-être sur la contrebande ?

Tant que les frontières sont fermées, le fléau persistera. Il faut vivre avec en limitant l'impact négatif du mieux que l'on peut. Mais dire qu'il y aura des actions dans le sens de l'éradication serait un mensonge.

Vous avez endossé au fil des ans plusieurs casquettes, quel est votre sentiment sur la position de l'actuel gouvernement face à la gestion des dossiers clés pour dépasser la crise qui est réelle au Maroc ?

Il y a des inquiétudes notamment dans les déséquilibres budgétaires. Estimé à 8%, le niveau est très élevé et il y aura un prix à payer tôt ou tard à travers la hausse des taux d'intérêt et le ralentissement de la croissance économique. Le gouvernement devrait s'attaquer à ce déficit. Il faut réfléchir sur le rôle de l'Etat dans le sens de son implication dans l'économie et là je parle d'Al Omrane et de la SNTL à titre d'exemple.

Je pense que l'Etat doit se recentrer sur ses activités et rationaliser les dépenses publiques. D'un autre côté, les Assises de la fiscalité auront bientôt lieu. Ce sera l'occasion de réfléchir à une nouvelle fiscalité pour la rendre moins pesante mais plus efficace. Il faudra assainir l'atmosphère entre les services des Impôts et les contribuables. Une démarche de partenariat serait plus salutaire que l'esprit de répression. En clair, il s'agira d'opter pour une démarche win win. ■